



LGBT - TG



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DES PERSONNES LGBT DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DU TOGO

Édition : Octobre 2024

Fréquence : 1 / an

Auteur : Communauté LGBT-TG (www.lgbt.tg)

Contact : info@lgbt.tg

Avant-propos

Ce rapport annuel vise à documenter la situation des personnes LGBT déplacées à l'intérieur du Togo, forcées de fuir leur domicile à cause des persécutions et discriminations qu'elles subissent en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Publié par la Communauté LGBT-TG, ce rapport se veut un outil pour sensibiliser les décideurs, les ONG et les organisations internationales aux conditions précaires que vivent les membres de la communauté LGBTQI+ au Togo.

Contexte

Les lois répressives à l'encontre de la communauté LGBT au Togo, ainsi que l'hostilité sociale envers les personnes perçues comme non conformes aux normes hétérosexuelles, ont conduit à une augmentation des déplacements internes de cette population. Cette année, la situation s'est aggravée avec une augmentation des violences physiques, des expulsions forcées et des attaques verbales contre les personnes LGBT, provoquant une crise humanitaire silencieuse.

Objectifs du rapport

1. Documenter les cas de déplacement : Recenser les personnes LGBT déplacées à l'intérieur du pays et analyser les causes de ces déplacements.
2. Évaluer les conditions de vie : Étudier l'impact du déplacement sur les conditions de vie des personnes LGBT en termes d'accès à l'emploi, au logement, à la santé, et à l'éducation.
3. Proposer des recommandations : Formuler des recommandations aux autorités togolaises, aux ONG, et aux partenaires internationaux pour améliorer la situation des déplacés internes LGBT.

Introduction

Le Togo continue d'être marqué par des tensions politiques et sociales, auxquelles s'ajoutent des discriminations systémiques envers les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT). En 2024, plusieurs facteurs, tels que la violence politique, la criminalisation de l'homosexualité et les conflits internes, ont conduit à une augmentation des déplacements internes, y compris parmi les personnes LGBT, qui subissent une double marginalisation.

1. Contexte des Déplacements Internes

Les déplacements internes au Togo sont le résultat d'un ensemble de facteurs complexes, combinant insécurité, crises humanitaires et persécutions. Ces déplacements affectent particulièrement les populations vulnérables, dont les personnes LGBT, qui subissent une double peine dans ce contexte difficile.

- **Conflits armés et insécurité dans le nord** : Les violences liées aux conflits armés dans le nord du Togo, notamment les attaques djihadistes survenues en juin et juillet 2024, ont plongé la région dans une situation d'instabilité chronique. Ces affrontements, principalement concentrés à la frontière avec le Burkina Faso, ont forcé des milliers de personnes à fuir leurs foyers. La montée de l'insécurité dans cette région depuis le début de cette année a également aggravé la situation d'insécurité alimentaire, avec de nombreuses familles incapables d'accéder à leurs moyens de subsistance habituels. La réduction de la mobilité des populations affecte leur accès aux ressources vitales, et les projections indiquent une augmentation du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère, classées en **Phase 3 de l'IPC** (Crise) au cours de la période de soudure.
- **Détérioration des conditions de vie des déplacés internes** : Les personnes déplacées, y compris les LGBT au Togo, font face à une détérioration rapide de leurs conditions de vie. La perte de leurs biens, de leurs moyens de subsistance et l'absence d'accès à des services de base comme la santé et l'éducation les placent dans une situation de grande vulnérabilité. Ces familles sont souvent contraintes de réduire leur consommation alimentaire et d'adopter des stratégies de survie, telles que la diminution du nombre de repas quotidiens. La situation est particulièrement préoccupante pour les ménages pauvres et ceux déplacés récemment, qui subissent les conséquences directes des conflits et des violences. Cette précarité alimentaire accentue les inégalités et exacerbe les tensions sociales.
- **Persécutions des personnes LGBT** : Dans ce contexte déjà difficile, les personnes LGBT sont confrontées à des persécutions spécifiques, exacerbées par la criminalisation de l'homosexualité au Togo. Les relations entre personnes de même sexe sont encore illégales et passibles de peines d'emprisonnement, ce qui entraîne des arrestations arbitraires, des violences et des déplacements forcés.



Dans un pays où l'homophobie est socialement ancrée, les personnes LGBT se retrouvent fréquemment chassées de leur domicile, exclues de leur communauté et privées de leurs droits fondamentaux. Ces individus, déjà marginalisés, sont souvent forcés de vivre dans l'ombre, en fuite constante pour échapper aux représailles. Les situations de violence ciblée contre les personnes LGBT au Togo sont rarement dénoncées, et les victimes ne bénéficient d'aucune protection légale.

- **Surcroît de précarité pour les déplacés LGBT** : Les personnes LGBT déplacées à l'intérieur du pays sont confrontées à une vulnérabilité accrue. Non seulement elles fuient les violences liées aux conflits armés et à l'insécurité, mais elles sont également victimes de discrimination en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Cette double marginalisation rend leur situation encore plus critique : elles ont moins de chances de trouver refuge auprès de leurs proches ou d'être soutenues par leur communauté, ce qui les conduit souvent à l'isolement. Accéder à un emploi, à un logement ou à des soins de santé devient pratiquement impossible dans ces conditions. Les personnes LGBT déplacées au Togo sont souvent contraintes de cacher leur identité pour éviter de nouvelles persécutions, aggravant ainsi leur précarité.

La criminalisation de l'homosexualité au Togo en 2024 alimente un cycle de violence systémique qui touche de plein fouet cette population, déjà fragilisée par le contexte socio-politique instable. Le climat de peur généré par les violences et les persécutions pousse ces personnes à se réfugier dans des zones où elles espèrent échapper à la répression, mais où elles continuent à faire face à des défis majeurs liés à leur survie quotidienne.

2. Situation des Personnes LGBT Déplacées

Voici les données que nous avons recueillies auprès des membres de la communauté LGBT au Togo entre janvier et septembre 2024 :

- **Stigmatisation et rejet familial** : De nombreux témoignages montrent que les personnes LGBT sont souvent rejetées par leurs propres familles. Ce rejet entraîne une rupture sociale et pousse certaines d'entre elles à fuir leur foyer pour éviter des violences physiques et émotionnelles. À ce jour, l'association LGBT-TG compte parmi ses membres des réfugiés à l'extérieur du Togo et des demandeurs d'asile dans des pays où leurs droits sont mieux respectés. Au total, nous avons enregistré et soutenu 73 personnes ayant demandé l'asile à l'étranger, et 249 personnes déplacées à l'intérieur du Togo, qui cherchent refuge dans d'autres régions du pays pour fuir les persécutions.
- **Arrestations arbitraires** : Les forces de l'ordre togolaises continuent d'utiliser des méthodes telles que des descentes inopinées, des raids dans des lieux de rencontre, et des pièges pour piéger et arrêter des personnes LGBT.



Ces actions créent un climat de peur constante, incitant de nombreuses personnes à quitter leur lieu de résidence pour se cacher dans des zones plus isolées ou à l'étranger.

- **Absence de protection légale** : Au Togo, il n'existe aucune législation pour protéger les personnes LGBT contre la discrimination. Non seulement elles sont exclues de leur communauté, mais elles sont également exposées à des poursuites judiciaires et à des arrestations en raison de leur orientation sexuelle, renforçant leur sentiment d'insécurité et leur besoin de se déplacer ou de fuir le pays.

3. Témoignages de personnes déplacées internes

- **Koffi, 27 ans, Sokodé**

"J'ai été découvert en train de parler avec mon petit ami dans un café. Quelqu'un a pris des photos de nous et les a partagées dans tout le village. En quelques jours, ma famille a appris ce qui se passait et m'a violemment chassé de la maison. Je me souviens encore des cris de ma mère, disant que je n'étais plus son fils. J'ai dû fuir à Lomé, où je me cache chez un ami. Mais même ici, je ne me sens pas en sécurité. Je change régulièrement de numéro de téléphone pour éviter les messages de ma famille et ancien ami. J'ai perdu mon travail, et j'ai peur de sortir »

- **Adjo, 22 ans, Mango**

"Dans mon village, être lesbienne est un crime moral, un déshonneur pour la famille. Mon oncle m'a surpris avec ma petite amie, et ce fut la fin. J'ai été enfermée dans ma chambre pendant plusieurs jours. Lorsque j'ai réussi à m'échapper, je n'avais nulle part où aller. Maintenant, je vis chez une amie à Dapaong, mais je suis toujours cachée. Je n'ai plus aucun contact avec ma famille. Chaque fois que je pense à rentrer chez moi, la peur de ce qui pourrait m'arriver m'envahit."

- **Béni, 35 ans, Kara**

"J'ai été arrêté après avoir été dénoncé par mon voisin, qui m'a vu avec un partenaire dans un bar. Ce fut une descente brutale de la police, ils nous ont emmenés sans explication et nous ont gardés en détention pendant plusieurs jours sous fausse allégation de crime contre autorité. Après ma libération, ma maison avait été vandalisée et mes biens volés. J'ai dû quitter la ville, car tout le monde savait que j'étais homosexuel. Aujourd'hui, je vis dans une petite localité au Ghana proche de la frontière Togolaise où personne ne me connaît, mais je n'ai plus rien. Mon existence entière a été détruite par cet incident."

- **Clarisse, 29 ans, Aného**

"Je vivais tranquillement, mais des rumeurs sur ma relation avec une autre femme ont commencé à se répandre. Cela a atteint mon lieu de travail, et j'ai été renvoyée sans raison. Ensuite, la situation a dégénéré. Un groupe d'hommes est venu chez moi et a menacé de me faire du mal si je ne partais pas immédiatement. J'ai dû tout laisser derrière moi, et je me suis réfugiée chez un cousin éloigné dans une région reculée. Je vis dans la peur constante que quelqu'un découvre qui je suis vraiment. Grâce à LGBT-tg j'ai refinancer mon petit business ou je me débrouille actuellement."

Témoignage d'un demandeur d'asile

- **Adote, 30 ans, réfugié au Canada**

"Je ne pouvais plus rester au Togo. Chaque jour était une bataille pour survivre, non seulement à cause des persécutions en tant qu'homme gay, mais aussi à cause de la violence généralisée. J'ai été arrêté deux fois, une fois pour avoir participé à une marche pacifique pour les droits LGBT, et une autre fois parce qu'on m'a pris en photo avec un partenaire masculin. J'ai été battu et humilié. Grâce à l'aide d'un groupe d'activistes, j'ai réussi à quitter le pays en 2023 et demander l'asile au Canada. Aujourd'hui, je me sens en sécurité, mais je pense à tous mes amis restés là-bas, ceux qui n'ont pas eu la chance de fuir."

- **Amevi, 38 ans, réfugié aux États-Unis :**

"Ma relation avec Abbey a été l'une des plus belles choses de ma vie, mais cela m'a également coûté cher. Ensemble, nous avons partagé des rêves et des passions, notamment à travers notre engagement dans le Comité National de Lutte contre la Drogue et notre association JAD (Jeunesse Anti-Drogue). Nous avons également œuvré dans le domaine musical et dans des mouvements sociaux comme GAMA LE DÉFI et le Groupe Zenith, ce qui nous a permis de tisser des liens forts avec notre communauté. Malheureusement, notre bonheur a été brisé lorsque mon partenaire a été découvert avec moi par son propre frère. Ce jour-là, j'ai ressenti une peur indescriptible. Son frère, choqué, a crié : « Je vous ai vus ! Gay ! Gay ! ». Les conséquences ont été immédiates. Malgré nos efforts pour acheter son silence en lui offrant 300 000 francs CFA, les rumeurs se sont répandues comme une traînée de poudre. J'ai été ostracisé par ma famille et mes amis. Mon monde s'est écroulé lorsque j'ai réalisé que les personnes que je considérais comme proches me tournaient le dos. Après avoir été confronté à des menaces de violence et à un climat d'insécurité grandissant, j'ai pris la décision difficile de fuir le Togo

Kossi, 28 ans, déplacé interne à Lomé, Togo :

"Je n'ai jamais imaginé que ma vie prendrait une telle tournure. J'étais toujours le fils aimant et studieux que mes parents, Émilie et Jean, avaient élevé à Lomé, mais tout a basculé lorsque ma famille a découvert mon orientation sexuelle. Ce jour-là, lors d'un dîner familial, j'ai compris que j'étais en danger. Au lieu de me soutenir, mes parents m'ont rejeté avec colère et m'ont menacé de violence. J'ai dû fuir ma maison à Tokoin, un quartier de Lomé, avec juste un petit sac contenant quelques vêtements et documents. J'ai trouvé refuge chez mon ami, David Kokouvi, qui vit dans le quartier de Bè-Kpota. David est un ancien camarade de classe et un soutien précieux pendant cette période difficile. Cependant, vivre dans la peur constante m'a épuisé. Chaque bruit à la porte me faisait sursauter. Je savais que si mes parents ou d'autres membres de ma communauté me trouvaient, cela pourrait avoir des conséquences fatales. Les rumeurs ont commencé à circuler dans le quartier, et même dans ce refuge temporaire, je ne me sentais pas en sécurité. J'ai commencé à me déplacer souvent, cherchant des endroits comme le marché de Bè ou le parc de la Plage pour me cacher. Aujourd'hui, je suis déplacé à l'intérieur du Togo, vivant dans une situation précaire. Je survis grâce à la générosité de David, mais je rêve d'un jour pouvoir vivre ouvertement, sans avoir à me cacher, sans peur de la persécution. Je veux que les jeunes comme moi sachent qu'ils ne sont pas seuls, même si le chemin vers l'acceptation est long et difficile."

Martha, 25 ans, réfugiée à Paris, France :

"Vivre en tant que femme gay au Togo a toujours été un défi, mais je ne pensais pas que cela me mènerait à une telle souffrance. J'étais activiste à Lomé, impliquée dans des organisations comme le Club des 7 Jours et l'Association pour les Droits des Femmes (ADF). Je croyais fermement que notre voix pouvait faire la différence. Cependant, ma vie a basculé après avoir été arrêtée lors d'une manifestation pour les droits LGBT sur la place de l'Indépendance. C'était censé être un rassemblement pacifique, mais les forces de l'ordre, dirigées par un commissaire de police, ont brutalement dispersé la foule. J'ai été emmenée dans le centre de détention de Lomé où j'ai été torturée. Chaque jour était un cauchemar : humiliation, coups, menaces. J'ai perdu tout espoir, mais dans les moments les plus sombres, je pensais à mes camarades, comme Aïcha et Serge, et à l'impact que notre lutte pourrait avoir. J'ai réussi à m'échapper en utilisant un faux document que j'avais obtenu grâce à des amis activistes. C'était un moment de libération, mais aussi de panique, car je savais que je ne pouvais pas retourner chez moi. Après une longue et périlleuse route, j'ai demandé l'asile à Paris en 2023."

J'ai été accueillie par Mélanie, une militante des droits humains qui m'a aidée à m'intégrer dans la communauté LGBT à Paris. Ici, je me sens enfin en sécurité, mais la douleur de ce que j'ai vécu me hante encore. Les cicatrices, visibles et invisibles, me rappellent chaque jour la nécessité de continuer à me battre. Je veux utiliser mon expérience pour aider d'autres femmes comme moi à trouver leur voix, à croire en leur dignité, et à se battre pour leurs droits. Mon rêve est de créer un réseau de soutien pour les femmes réfugiées à Paris, afin qu'aucune d'entre elles ne se sente seule dans sa lutte."

4. LGBT-TOGO : Recommandations

Les témoignages présentés mettent en lumière la réalité tragique à laquelle sont confrontées les personnes LGBT déplacées à l'intérieur du Togo. Rejetées par leurs familles et persécutées par les autorités, elles sont contraintes de mener une vie clandestine, isolées de leurs proches et dépouillées de leurs droits fondamentaux. Le manque de protection juridique et l'absence de soutien étatique aggravent leur situation précaire.

Pour remédier à cette crise, il est crucial de mettre en place des recommandations concrètes :

- **Élaboration de lois de protection** : Le gouvernement togolais doit adopter des lois spécifiques garantissant la protection des droits des personnes LGBT, afin de prévenir la discrimination et les violences basées sur l'orientation sexuelle.
- **Mise en place de programmes d'assistance** : Des initiatives doivent être développées pour fournir un soutien psychosocial, médical et juridique aux personnes LGBT déplacées, en partenariat avec des organisations locales et internationales.
- **Sensibilisation et éducation** : Il est impératif d'organiser des campagnes de sensibilisation destinées aux communautés locales afin de lutter contre la stigmatisation et promouvoir l'acceptation des personnes LGBT.
- **Création de refuges sécurisés** : Des espaces sûrs doivent être établis pour accueillir temporairement les personnes LGBT menacées, leur permettant de se reconstruire et de se réinsérer socialement.
- **Collaboration avec des organisations internationales** : LGBT-TOGO devrait travailler en étroite collaboration avec des organisations de défense des droits humains au niveau international pour renforcer la visibilité des problèmes auxquels sont confrontées les personnes LGBT au Togo et obtenir un soutien extérieur.
- **Plaidoyer pour les droits humains** : Il est essentiel d'intensifier le plaidoyer auprès des autorités togolaises et des institutions internationales pour garantir que les droits des personnes LGBT soient respectés et protégés.

Ce rapport souligne l'urgence d'une action concertée pour protéger et soutenir ces individus, afin qu'ils puissent vivre dans la dignité, qu'ils soient déplacés à l'intérieur du Togo ou réfugiés à l'étranger.

5. Tableau des Déplacements Internes par Région

Région	Population Estimée	Personnes LGBT Estimées	Personnes LGBT Déplacées	Raisons du Déplacement
Maritime	3 000 000	1200	16	Rejet familial, poursuites judiciaires, honte
Plateaux	1 700 000	500	33	Violence au travail, rejet familial
Centrale	1 200 000	4 00	150	Discriminations, stigmatisation, Rejet familial
Kara	1 000 000	350	112	Poursuites judiciaires, violence physique, Rejet familial
Savanes	900 000	80	4	Conflits armés, exclusion sociale, Rejet familial

Ces données incluent les personnes LGBT inscrites auprès de LGBT-TG et les personnes qui sont membres de la communauté mais non inscrites.

6. Position de la Communauté LGBT-TG

Les autorités togolaises n'ont pas mis en place de mesures légales ou sociales pour protéger les personnes LGBT. Bien que les organisations internationales appellent à une meilleure prise en charge des droits des personnes déplacées, notamment les personnes LGBT, la réponse reste insuffisante. Face à cette situation, la communauté LGBT-TG tend la main au gouvernement et propose plusieurs recommandations :

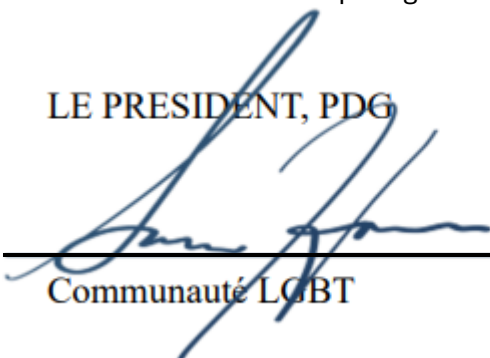
- **Révision des lois pénales** : Abroger les articles 392 et 393 du code pénal qui criminalisent les relations homosexuelles, afin de mettre fin à la stigmatisation et à la persécution des personnes LGBT.
- **Création de programmes de sensibilisation** : Former les forces de l'ordre sur les droits humains, en mettant l'accent sur ceux des personnes LGBT, afin de réduire la discrimination et de favoriser un environnement plus inclusif.



- **Protection humanitaire renforcée** : Les organisations humanitaires doivent adopter une approche plus inclusive pour les personnes LGBT, garantissant leur sécurité et leur dignité dans les camps de déplacés.
- **Reconnaissance des droits** : Accorder à la communauté LGBT-TG le plein droit d'exister et d'agir en faveur des minorités sexuelles au Togo, en leur permettant de s'organiser et de défendre leurs intérêts.

La situation des personnes LGBT déplacées à l'intérieur du Togo reste alarmante, marquée par la discrimination et un manque criant de protection légale. Une action immédiate est nécessaire pour garantir leur sécurité et leur dignité.

LE PRESIDENT, PDG



Communauté LGBT

QUI SOMMES-NOUS ?

La Communauté LGBT du Togo (LGBT-TG) est une association à but non lucratif, située à Lomé, qui œuvre pour la défense des droits des minorités sexuelles, incluant les personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et d'autres identités de genre. Notre mission est de soutenir les individus qui subissent des discriminations, des violences ou des rejets en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre.

LGBT-TG se positionne comme une organisation non gouvernementale togolaise engagée dans la lutte contre le VIH, ainsi que dans la promotion de l'égalité des droits pour tous, y compris pour les minorités sexuelles. Nous nous distinguons par nos actions concrètes visant à améliorer la santé et le bien-être des populations à haut risque, tout en menant des initiatives de plaidoyer et de renforcement des capacités. Notre objectif est d'améliorer l'environnement sociojuridique pour garantir un mieux-être aux personnes LGBTI. Malgré la ratification par le Togo de divers instruments juridiques, des défis demeurent.

Pour plus d'informations, vous pouvez visiter notre site web à l'adresse www.lgbt.tg

